

UN LIBRARY

NOV 1977



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE

UN/SA COLLECTION



Distr.  
GENERALE

A/C.3/32/5

31 octobre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 77 de l'ordre du jour

PREVENTION DU CRIME ET LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE

Lettre datée du 28 octobre 1977, adressée au Secrétaire général par  
le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre la note  
ci-jointe, relative à l'abolition totale de la peine capitale au Portugal.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente  
lettre comme document officiel de la trente-deuxième session de l'Assemblée Générale,  
au titre du point 77, intitulé "Prévention du crime et lutte contre la délinquance".

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Vasco Futscher PEREIRA

ABOLITION TOTALE DE LA PEINE CAPITALE AU PORTUGAL

1. La Constitution de la République portugaise, qui est entrée en vigueur le 25 avril 1976, contient les dispositions suivantes qui concernent directement la peine capitale :

Article 25, No 2 :

"1. La vie humaine est inviolable."

Article 23, No 3 :

"Nul ne peut être extradé pour des crimes passibles de la peine capitale en vertu de la législation de l'Etat requérant."

2. En même temps, l'article 293, No 2, de la Constitution cite le Code de justice militaire parmi les lois ordinaires qui devront être modifiées pour être rendues conformes aux nouvelles dispositions constitutionnelles :

" - En particulier, le Code de justice militaire et la législation qui s'y rattache continueront d'être en vigueur, sous réserve d'être rendus conformes à la Constitution dans un délai d'un an à partir de la date de la publication de celle-ci, faute de quoi lesdits code et législation cesseront d'être en vigueur."

Ce code, dans sa version précédente, admettait la peine capitale dans certains cas précis et peu nombreux.

3. Conformément à l'article précité, le Code de justice militaire a été modifié par le décret-loi 141/77, daté d'avril 1977, et la peine capitale a été totalement abolie.

4. En application des dispositions constitutionnelles et autres dispositions législatives susmentionnées relatives à la peine capitale, le Portugal est devenu un pays totalement abolitionniste depuis le 9 avril 1977.

-----